

Monsieur le Directeur général de l'enseignement scolaire,

L'APSES, réunie en comité directeur le 21 mars 2021, a mis en place un groupe de travail afin de proposer des allègements du programme de Terminale. Le volume de ce dernier a été unanimement jugé excessif au regard du temps imparti à son étude. [L'enquête que nous avons réalisée au mois de décembre 2021](#), révèle que l'écrasante majorité des enseignant.e.s de SES n'était pas en mesure de terminer le programme dans le temps imparti (même parmi celles et ceux dont les conditions d'enseignement n'ont pas été lourdement affectées par la crise sanitaire). Notre enquête révèle aussi que la lourdeur des programmes a conduit de nombreux collègues à renoncer à travailler spécifiquement les dimensions méthodologiques de notre discipline, pourtant nécessaires à la préparation des élèves en vue de leur réussite aux épreuves du baccalauréat et dans l'enseignement supérieur. **Un allègement conséquent nous semble la seule option viable afin d'atteindre ces objectifs et de rendre possible le recours aux méthodes pédagogiques actives, qui permettent aux élèves de s'approprier les contenus et les méthodes indispensables à leur réussite.**

Les suggestions d'allègements qui suivent ont été dictées par les retours de terrain, qui nous ont permis de repérer les difficultés posées par certains objectifs d'apprentissage. Les décisions d'allègement des programmes devant être prises de façon urgente pour être effectives à la rentrée prochaine, nous nous sommes interdits d'ajouter des éléments ou de modifier l'écriture du programme. Nous proposons uniquement des suppressions de certains objectifs d'apprentissage ou des parties d'entre eux. Nous avons aussi proposé de déplacer certains objectifs d'apprentissage, afin de donner une plus grande cohérence à certains chapitres. Enfin, nous proposons la fusion de deux chapitres : « Comment lutter contre le chômage ? » et « Quelles mutations du travail et de l'emploi », et leur déplacement dans la partie « regards croisés » du programme. Dans le document qui suit, nous nous sommes efforcé.e.s, à chaque fois que nous avons suggéré des allègements, de fournir des justifications pédagogiques et/ou didactiques.

Ces propositions d'allègements de court terme visent d'abord à remédier dans l'urgence à la lourdeur excessive des programmes : elle induit du « bachotage » à outrance au détriment de la formation intellectuelle des élèves, les insécurise fortement et place les enseignant.e.s de S.E.S. dans une situation professionnelle intenable. L'APSES tient toutefois à rappeler qu'elle continue à demander une réécriture des programmes permettant de croiser les regards disciplinaires sur un même objet ainsi que de problématiser davantage les chapitres. Nous nous tenons prêt.e.s à formuler des propositions précises en ce sens.

Par ailleurs, nous tenons à vous rappeler notre position concernant la date de tenue des épreuves de baccalauréat. La seule proposition pédagogiquement cohérente de notre point de vue est d'organiser les épreuves du baccalauréat en fin d'année scolaire. L'enquête que nous avons réalisée auprès de nos collègues nous conforte dans cette conviction, et met en évidence que, si les épreuves du baccalauréat avaient eu lieu en mars comme c'était prévu initialement, une majorité de nos collègues n'aurait pas pu terminer les programmes, laissant les élèves seuls face à certains chapitres, ni enseigner de façon satisfaisante les méthodes des épreuves du baccalauréat.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur général de l'enseignement scolaire, l'expression de notre plus sincère attachement au service public d'éducation,

Benoît Guyon et Solène Pichardie, co-président.e.s de l'APSES

Science économique		
Questionnements	Objectifs d'apprentissage (et amendements APSES)	Commentaires de l'APSES
<p><b>Quels sont les sources et les défis de la croissance économique ?</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comprendre le processus de croissance économique et les sources de la croissance : accumulation des facteurs et accroissement de la productivité <del>globale des facteurs</del> ; <del>comprendre le lien entre le progrès technique et l'accroissement de la productivité globale des facteurs.</del></li> <li>- Comprendre que le progrès technique est endogène et qu'il résulte en particulier de l'innovation.</li> <li>- Comprendre comment les institutions (notamment les droits de propriété) influent sur la croissance en affectant l'incitation à <del>investir et innover</del> ; savoir que l'innovation s'accompagne d'un processus de destruction créatrice.</li> <li><del>Comprendre comment le progrès technique peut engendrer des inégalités de revenus.</del></li> <li>- Comprendre qu'une croissance économique soutenable se heurte à des limites écologiques (notamment l'épuisement des ressources, la pollution et le réchauffement climatique) <del>et que l'innovation peut aider à reculer ces limites.</del></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le concept de productivité globale des facteurs et le lien à effectuer avec le progrès technique est trop ardu dès lors que la notion de productivité n'est plus au programme ni en Seconde ni en Première.</li> <li>- Se limiter au rôle des droits de propriété dans l'incitation à innover permet de présenter le rôle des brevets dans la croissance, sans avoir à développer le rôle des institutions dans l'investissement, dans un souci d'allègement.</li> <li>- La mention de l'innovation comme solution pour reculer les limites écologiques auxquelles se heurte la croissance est problématique. D'une part elle induit un possible biais théorique puisque les autres solutions ne sont pas évoquées, et d'autre part elle empiète sur le chapitre de regards croisés sur l'environnement qui mentionne explicitement les "subventions à l'innovation verte".</li> <li>- La mention des effets du progrès technique sur les inégalités de revenus alourdit ce chapitre déjà dense et cette question sera traitée par ailleurs dans le chapitre sur le travail.</li> </ul>

<p><b>Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comprendre le rôle des dotations factorielles et technologiques (avantages comparatifs) dans les échanges commerciaux et la spécialisation internationale.</li> <li>- Comprendre le commerce entre pays comparables (différenciation des produits, <del>qualité des produits, et fragmentation de la chaîne de valeur</del>).</li> <li>- <del>Comprendre que la productivité des firmes sous-tend la compétitivité d'un pays, c'est-à-dire son aptitude à exporter.</del></li> <li>- Comprendre le rôle des firmes dans l'internationalisation de la chaîne de valeur et savoir l'illustrer.</li> <li>- <del>Comprendre les effets induits par le commerce international : gains moyens en termes de baisse de prix, réduction des inégalités entre pays, accroissement des inégalités de revenus au sein de chaque pays ; Comprendre les termes du débat entre libre-échange et protectionnisme</del></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans l'OA 1, la notion d'avantage comparatif suffit pour comprendre les échanges internationaux entre pays de niveau de développement différents. Dans un souci d'allègement et pour rendre les programmes moins techniques nous demandons la suppression des notions de dotations factorielles et technologiques.</li> <li>- Les notions d'internationalisation et de fragmentation de la chaîne de valeur sont très proches l'une de l'autre. Il n'est pas nécessaire d'y faire référence deux fois.</li> <li>- Dans l'OA 2, la fragmentation de la chaîne de valeur explique autant le commerce entre pays comparables qu'entre pays de niveau de développement différent ; la notion de qualité des produits est redondante par rapport à celle de différenciation.</li> <li>- Concernant l'OA 3, la notion de compétitivité d'un pays est fortement remise en cause par la littérature scientifique. Par ailleurs, l'accent mis sur la productivité des firmes restreint de manière discutable les déterminants de la compétitivité des firmes, et le lien entre productivité et compétitivité est peu aisé à comprendre pour les élèves.</li> <li>- Concernant l'OA 4, l'intégration dans l'OA sur les chaînes de valeur des stratégies des firmes permet de réintégrer certains éléments relatifs à l'OA précédent dont nous proposons la suppression.</li> <li>- Concernant l'OA 5, les effets induits par le commerce international peuvent être traités dans le cadre du débat libre-échange/protectionnisme : supprimer cette partie évite les redondances.</li> </ul>
---	--	--

<p><b>Comment expliquer les crises financières et réguler le système financier ?</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaître les principales caractéristiques de la crise financière des années 1930 et de celle de 2008 (formation et éclatement d'une bulle spéculative, effondrement boursier, faillites en chaîne, chute du PIB et accroissement du chômage).</li> <li>- Comprendre et savoir illustrer la formation et l'éclatement d'une bulle spéculative (comportements mimétiques et prophéties auto-réalisatrices).</li> <li>- Comprendre les phénomènes de panique bancaire et de faillites bancaires en chaîne.</li> </ul> <p>Connaître les principaux canaux de transmission d'une crise financière à l'économie réelle : effets de richesse négatif, baisse du prix du collatéral et ventes forcées, contraction du crédit.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaître les principaux instruments de régulation du système bancaire et financier qui permettent de réduire l'aléa moral des banques : supervision des banques par la banque centrale, ratio de solvabilité.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ce chapitre est le plus technique et difficile d'accès du programme, avec celui sur l'Union Européenne. Il nous semble prioritaire d'en alléger le degré de technicité.</li> <li>- Dans l'OA 1, Il nous semble préférable de nous concentrer sur la crise de 2008, celle des années 1930 étant par ailleurs déjà étudiée en histoire.</li> <li>- Nous proposons d'intégrer la notion de bulle spéculative au premier OA, ce qui permet de supprimer le suivant et d'alléger le programme en enlevant les notions de comportements mimétiques et de prophétie auto-réalisatrice.</li> <li>- L'OA 3 sur les paniques et les faillites bancaires en chaîne est redondant avec le premier OA, nous proposons de le supprimer.</li> <li>- Les notions de collatéral et de ventes forcées alourdissent et technicisent inutilement le chapitre.</li> <li>- L'évocation des solutions techniques aux crises financières apparaît trop complexe pour une approche de l'économie niveau Terminale : leur explicitation repose sur de très nombreux prérequis impossibles à transmettre dans le temps imparti. Par ailleurs, les politiques publiques visant à répondre aux conséquences des crises financières peuvent être abordées dans le chapitre sur l'Union Européenne.</li> </ul>
--	--	--

<p><b>Quelles politiques économiques conjoncturelles dans le cadre européen ?</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaître les grandes caractéristiques de l'intégration européenne (marché unique et zone euro,) ; <del>comprendre les effets du marché unique sur la croissance.</del></li> <li>- <del>Comprendre les objectifs, les modalités et les limites de la politique européenne de la concurrence.</del></li> <li>- Comprendre comment la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture.</li> <li>- Savoir que la politique monétaire dans la zone euro, conduite de façon indépendante par la Banque centrale européenne, est unique alors que la politique budgétaire est du ressort de chaque pays membre mais contrainte par les traités européens ; comprendre les difficultés soulevées par cette situation (défaut de coordination, <del>chocs asymétriques</del>).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ce chapitre est le plus technique et difficile d'accès du programme, avec celui sur les crises financières. Il nous semble prioritaire d'en alléger le degré de technicité.</li> <li>- Pour alléger le traitement de ce chapitre et renforcer sa cohérence, il semble préférable de le recentrer autour d'une problématique traitant des politiques conjoncturelles. Nous proposons l'ajout du terme « conjoncturelles » dans le titre pour faire apparaître cette cohérence. Les effets du marché unique sur la croissance et la politique de la concurrence relevant plutôt d'une perspective de long terme, nous proposons de les supprimer.</li> <li>- La notion de choc asymétrique est complexe à appréhender pour les élèves, nous proposons de la supprimer dans un souci d'allègement.</li> </ul>
---	---	---

Sociologie et science politique		
Questionnements	Objectifs d'apprentissage	Commentaires de l'APSES
<p><b>Comment est structurée la société française actuelle ?</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Savoir identifier les multiples facteurs de structuration et de hiérarchisation de l'espace social (catégorie socioprofessionnelle, revenu, diplôme, <del>composition du ménage, position dans le cycle de vie, sexe, lieu de résidence</del>), <b>et comprendre que les inégalités économiques et sociales présentent un caractère cumulatif.</b></li> <li>- <b>Savoir interpréter les principaux outils de mesure des inégalités, statique (rapport inter-quantiles, courbe de Lorenz et <del>coefficient de Gini, top 1%</del>) et dynamique (<del>corrélation de revenu parents-enfants</del>).</b></li> <li><del>— Comprendre les principales évolutions de la structure socioprofessionnelle en France depuis la seconde moitié du XXe siècle (salarisation, tertiarisation, élévation du niveau de qualification, féminisation des emplois).</del></li> <li>- Connaître les théories des classes et de la stratification sociale dans la tradition sociologique (Marx, Weber) ; comprendre que la pertinence d'une approche en termes de classes sociales pour rendre compte de la société française fait l'objet de débats théoriques et statistiques : <del>évolution des distances inter- et intra-classes, articulation avec les rapports sociaux de genre, identifications subjectives à un groupe social, multiplication des facteurs d'individualisation.</del></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'introduction des OA portant sur les inégalités et leur mesure dans le chapitre sur la justice sociale rend difficile la compréhension des enjeux du débat sur les classes sociales pour les élèves : la question de l'existence des classes est indissociable des débats sur les formes prises par les inégalités et leur cumul. Nous proposons de réintégrer ces OA dans ce chapitre. Dans une optique d'allègement, il ne paraît pas nécessaire d'entrer dans le détail de la mesure de la corrélation de revenu parents-enfants ou du coefficient de Gini (d'autant qu'une fraction non négligeable d'élèves ne fait plus de mathématiques depuis la fin de la seconde).</li> <li>- Nous proposons de supprimer la présentation de certains facteurs de structuration de l'espace social qui alourdissent le chapitre et sont moins centraux pour la compréhension de la société française pour des élèves de Terminale : composition du ménage, position dans le cycle de vie, lieu de résidence.</li> <li>- L'OA sur l'évolution de la structure socioprofessionnelle en France est mal reliée au reste du chapitre et l'alourdit inutilement.</li> <li>- Nous proposons de supprimer les éléments qui précisent le périmètre du débat sur l'existence des classes sociales. Bien que les indications nous apparaissent pertinentes, certaines notions comme distance inter et intra-classes apparaissent comme trop techniques et alourdissent fortement le travail avec les élèves. Une reformulation de cette parenthèse avec des notions plus faciles à traiter serait bienvenue.</li> </ul>

<p><b>Quelle est l'action de l'École sur les destins individuels et sur l'évolution de la société ?</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <del>Comprendre que, dans les sociétés démocratiques, l'École transmet des savoirs et vise à favoriser l'égalité des chances ;</del> comprendre l'évolution, depuis les années 1950, des principaux indicateurs mesurant l'accès à l'école et à l'enseignement supérieur (taux de scolarisation, taux d'accès à un diplôme ou à un type de formation) en distinguant les processus de massification et de démocratisation.</li> <li>- Comprendre la multiplicité des facteurs d'inégalités de réussite scolaire (notamment, rôle de l'École, rôle du capital culturel <del>et des investissements familiaux</del>, socialisation selon le genre, effets des stratégies des ménages) <del>dans la construction des trajectoires individuelles de formation.</del></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La référence à la transmission des savoirs apparaît triviale et peu pertinente par rapport à la problématique générale du chapitre. La notion d'égalité des chances est déjà présente implicitement dans la notion de démocratisation scolaire. Nous proposons donc la suppression du premier OA.</li> <li>- La distinction entre investissements familiaux et stratégies des ménages est peu aisée à comprendre pour les élèves. La notion d'investissement familial n'est pas nécessaire pour expliquer aux élèves que le capital culturel ne se transmet pas nécessairement de façon automatique. La mention de la construction des trajectoires individuelles de formation n'apporte rien à l'OA 3 et rend la phrase très confuse.</li> </ul>
---	--	--

<p><b>Quels sont les caractéristiques contemporaines et les facteurs de la mobilité sociale ?</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Savoir distinguer la mobilité sociale intergénérationnelle des autres formes de la mobilité (géographique, professionnelle).</li> <li>- Comprendre les principes de construction, les intérêts et les limites des tables de mobilité comme instrument de mesure de la mobilité sociale.</li> <li><del>- Comprendre que la mobilité observée comporte une composante structurelle (mobilité structurelle) ; comprendre que la mobilité peut aussi se mesurer de manière relative indépendamment des différences de structure entre origine et position sociales (fluidité sociale) et qu'une société plus mobile n'est pas nécessairement une société plus fluide.</del></li> <li>- À partir de la lecture des tables de mobilité, être capable de mettre en évidence des situations de mobilité ascendante, de reproduction sociale et de déclassement, et de retrouver les spécificités de la mobilité sociale des hommes et de celles des femmes.</li> <li>- Comprendre comment l'évolution de la structure socioprofessionnelle, les niveaux de formation et les ressources et configurations familiales contribuent à expliquer la mobilité sociale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conceptuellement, la priorité pour les élèves est de distinguer mobilité inter- et intragénérationnelle. L'ajout de la notion de mobilité géographique apporte peu à la réflexion.</li> <li>- Nous proposons de supprimer l'intégralité du 3<sup>ème</sup> OA : L'idée que la mobilité sociale s'explique en partie par les évolutions de la structure socioprofessionnelle est déjà présente dans le dernier OA.</li> <li>- La notion de fluidité sociale apparaît trop complexe pour des élèves de Terminale qui découvrent déjà dans ce chapitre différentes formes de mobilité sociale. Intégrer la fluidité sociale accroît les confusions entre ces notions.</li> <li>- Le dernier OA fait référence aux configurations familiales comme facteur explicatif de la mobilité sociale. Or, ce concept est source de confusions pour les élèves ; et donc, de la même manière que pour le programme de Première (dans lequel ce concept figure), nous proposons sa suppression.</li> </ul>
---	--	---



<p><b>Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comprendre que l'engagement politique prend des formes variées (<del>vote</del>, militantisme, engagement <del>associatif</del>, consommation engagée).</li> <li>- Comprendre pourquoi, malgré le paradoxe de l'action collective, les individus s'engagent (incitations sélectives, rétributions symboliques, <del>structure des opportunités politiques</del>)</li> <li>- Comprendre que l'engagement politique dépend notamment de variables sociodémographiques (catégorie socioprofessionnelle, <del>diplôme, âge et génération</del>, sexe).</li> <li>- Comprendre <del>la diversité et</del> les transformations des objets de l'action collective (conflits du travail, nouveaux enjeux de mobilisation, <del>luttons minoritaires</del>), des acteurs (<del>partis politiques, syndicats, associations, groupements</del>) et de leurs répertoires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans le premier OA, la mention du « vote » dans la parenthèse rend très difficile à comprendre pour les élèves la notion d'engagement politique. En effet, elle est habituellement définie dans la littérature scientifique comme une forme de participation politique active et durable qui n'intègre pas le vote. Par ailleurs, la mention de l'engagement associatif pose problème puisque celui-ci ne relève pas nécessairement de l'engagement politique. Nous proposons donc de ne conserver que le terme militantisme, qui pourra être illustré (au choix des collègues) par le militantisme partisan, associatif et/ou syndical.</li> <li>- Concernant l'OA 2, la notion de structure des opportunités politiques est trop complexe pour la Terminale, et peu évidente à articuler avec les autres éléments de cet OA.</li> <li>- Dans l'OA3, l'allègement dans la parenthèse permet de conserver l'idée d'inégalités sociales face à l'engagement politique en recentrant l'analyse sur les variables les plus traitées dans la littérature scientifique.</li> <li>- Dans le dernier OA, nous proposons de recentrer la problématique sur les transformations des objets de l'action collective afin de le rendre moins descriptif et d'éviter les redondances puisque les acteurs et les répertoires sont évoqués lorsque l'on donne des exemples d'actions collectives.</li> </ul>
--	--	--

Regards croisés		
Questionnements	Objectifs d'apprentissage	Commentaires de l'APSES
<p><b>Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li><del>— Connaître les grandes tendances d'évolution des inégalités économiques depuis le début du XXe siècle et comprendre que les inégalités économiques et sociales présentent un caractère multiforme et cumulatif.</del></li> <li><del>— Savoir interpréter les principaux outils de mesure des inégalités, statique (rapport inter-quantiles, courbe de Lorenz et coefficient de Gini, top 1%) et dynamique (corrélation de revenu parents-enfants).</del></li> <li>- Comprendre que les différentes formes d'égalité (égalité des droits, des chances ou des situations) permettent de définir ce qui est considéré comme juste. <del>selon différentes conceptions de la justice sociale (notamment l'utilitarisme, le libéralisme, l'égalitarisme libéral, l'égalitarisme strict).</del></li> <li>- Comprendre que l'importance de l'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale (fiscalité, protection sociale, services collectifs, mesures de lutte contre les discriminations).</li> <li>- Comprendre qu'elle s'exerce sous contrainte de financement et fait l'objet de débats en termes de financement, d'efficacité (réduction des inégalités) et de légitimité (notamment consentement à l'impôt). <del>et de risque d'effets pervers (désincitations).</del></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chapitre qui permet d'étudier de véritables enjeux de société, mais qui pose un problème d'articulation avec le chapitre de sociologie sur la structure sociale (cf. remarques ci-avant). C'est pourquoi nous avons supprimé ici la présentation des inégalités et de leurs outils de mesure qui auront été traités en amont dans le chapitre sur la structure sociale.</li> <li>- Dans une optique d'allègement, il ne paraît pas nécessaire d'entrer dans le détail des théories de la justice sociale.</li> <li>- Concernant l'objectif d'apprentissage sur les débats suscités par l'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale, l'évocation des risques d'effets pervers (désincitations) est redondante avec le chapitre sur les causes du chômage, où les analyses néoclassiques et structurelles du chômage font déjà une large place à cette thématique.</li> </ul>

<p><b>Fusion de deux chapitres :</b>  <b>« Comment lutter contre le chômage ? » et « Quelles mutations du travail et de l'emploi ? »</b></p> <p>Proposition de titre : <b>Le travail est-il une marchandise comme les autres ?</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <del>Savoir définir le chômage et le sous-emploi et connaître les indicateurs de taux de chômage et de taux d'emploi</del> Savoir distinguer les notions de travail, activité, statut d'emploi (salarié, non-salarié), chômage, <b>sous-emploi et connaître les indicateurs de taux de chômage et de taux d'emploi</b> ; comprendre que les évolutions des formes d'emploi rendent plus incertaines les frontières entre emploi, chômage et inactivité.</li> <li>- <del>Comprendre que les problèmes d'appariements (frictions, inadéquations spatiales et de qualifications) et les asymétries d'information (salaire d'efficience) sont des sources de chômage structurel.</del></li> <li>— <del>Comprendre les effets (positifs ou négatifs) des institutions sur le chômage structurel (notamment salaire minimum et règles de protection de l'emploi).</del></li> <li>— <del>Comprendre les effets des fluctuations de l'activité économique sur le chômage conjoncturel.</del></li> <li>- Connaître les principales politiques mises en œuvre pour lutter contre le chômage : politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale, politiques d'allègement du coût du travail, politiques de formation et politiques de flexibilisation <del>pour lutter contre les rigidités du marché du travail.</del></li> <li>- <del>Connaître les principaux descripteurs de la qualité des emplois (conditions de travail, niveau de salaire, sécurité économique, horizon de carrière, potentiel de formation, variété des tâches).</del></li> <li>- Comprendre les principales caractéristiques des modèles d'organisation taylorien (division du travail horizontale et</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Si la fusion de chapitres était trop compliquée à mettre en place, le fait de conserver les deux chapitres séparés, tout en intégrant nos propositions d'allègements pourrait également être une solution.</b></li> <li>- Le thème du travail et de l'emploi se prête particulièrement bien à un traitement interdisciplinaire. Nous proposons de fusionner les deux chapitres pour en faire un chapitre de regards croisés.</li> <li>- La première partie du chapitre est centrée sur les politiques de l'emploi, et la seconde sur les transformations de l'organisation du travail et pose la question de leur impact, ainsi que de celui du chômage et du sous-emploi, sur l'intégration sociale.</li> <li>- Pour alléger la première partie de chapitre, il nous semble préférable de se limiter à deux enjeux : montrer le flou des contours du chômage et présenter les principales politiques destinées à l'enrayer, sachant que présenter les politiques suppose de s'interroger sur les causes du chômage.</li> </ul>
--	--	---

	<p>verticale, relation hiérarchique stricte) et post-taylorien (flexibilité, recomposition des tâches, management participatif) ; comprendre les effets positifs et négatifs de l'évolution des formes de l'organisation du travail sur les conditions de travail.</p> <p><del>Comprendre comment le numérique brouille les frontières du travail (télétravail, travail / hors travail), transforme les relations d'emploi et accroît les risques de polarisation des emplois.</del></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comprendre que le travail est source d'intégration sociale et que certaines évolutions de l'emploi (effets du numérique sur la polarisation des emplois, précarisation, taux persistant de chômage élevé, polarisation de la qualité des emplois) peuvent affaiblir ce pouvoir intégrateur.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le terme de "rigidités du marché du travail" rajoute une notion non nécessaire au traitement du programme.</li> <li>- Nous proposons de supprimer l'OA sur la qualité des emplois pour alléger le chapitre et recentrer la deuxième partie de ce chapitre autour de l'organisation du travail et des évolutions de l'emploi en lien avec l'intégration sociale.</li> <li>- Nous proposons d'aborder les effets du numérique exclusivement à travers leurs effets sur l'intégration sociale, dans un souci d'allègement.</li> <li>- La polarisation des emplois induite par le numérique peut être raccrochée à la problématique de l'intégration sociale. C'est pourquoi nous proposons de l'aborder ici plutôt que dans le chapitre sur la croissance.</li> </ul>
--	--	---

<p><b>Quelle action publique pour l'environnement ?</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Savoir identifier les différents acteurs (pouvoirs publics, ONG, entreprises, experts, partis, mouvements citoyens) qui participent à la construction des questions environnementales comme problème public et à leur mise à l'agenda politique ; comprendre que ces acteurs entretiennent des relations de coopération et de conflit.</li> <li><del>— Comprendre que l'action publique pour l'environnement articule différentes échelles (locale, nationale, européenne, mondiale).</del></li> <li>- En prenant l'exemple du changement climatique :</li> <li>- connaître les principaux instruments dont disposent les pouvoirs publics pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement : réglementation, marchés de quotas d'émission, taxation, subvention à l'innovation verte ; comprendre que ces différents instruments présentent des avantages et des limites, <del>et que leur mise en œuvre peut se heurter à des dysfonctionnements de l'action publique ;</del></li> <li>- comprendre <del>qu'en présence de bien commun</del> que les négociations et accords internationaux liés à la préservation de l'environnement sont contraints par des stratégies de passager clandestin et les inégalités de développement entre pays.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans l'objectif d'alléger ce chapitre, nous proposons de supprimer le second OA sur les différentes échelles de l'action publique.</li> <li>- Dans le 3<sup>ème</sup> OA : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les dysfonctionnements de l'action publique peuvent être évoqués dans les limites des différents instruments, et ne nécessitent pas un traitement spécifique.</li> <li>- Supprimer la référence au bien commun permet d'alléger ce dernier OA, sans en dénaturer les attentes. Il est en effet difficile pour les élèves de faire le lien entre la notion de bien commun et la question du réchauffement climatique.</li> </ul> </li> </ul>
---	--	--